



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

porcs

Question au Gouvernement n° 2869

Texte de la question

CRISE DE LA FILIÈRE PORCINE

M. le président. La parole est à Mme Marguerite Lamour, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Marguerite Lamour. Ma question s'adresse à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

Monsieur le ministre, l'agriculture française, quelle que soit la filière, est en difficulté. Malgré les initiatives que vous prenez régulièrement, le monde agricole est plongé dans le désarroi.

Députée de la circonscription de Brest rural, où l'agriculture représente, à côté de la défense nationale, un pan très important de l'économie, je suis constamment interpellée par les responsables de la profession.

Je voudrais évoquer plus précisément la situation de la filière porcine.

Les demandes de la profession sont claires, vous les connaissez. J'en cite quelques-unes : activer les outils de gestion des marchés ; lever les freins qui pèsent sur la compétitivité ; alléger les contraintes administratives ; mettre en place un plan de sauvegarde de la filière par des mesures de reconversion et de protection de la famille.

Certes, des mesures positives ont été prises, telles que l'accord sur l'étiquetage, en décembre dernier.

Mais l'heure est grave.

En Bretagne, si la situation n'évolue pas rapidement, ce sont 600 éleveurs qui vont disparaître avec tous les drames humains que cela entraîne. Les plus fragiles, tels les jeunes récemment installés, seront les plus touchés.

Je vous demande très solennellement, monsieur le ministre, de prendre des mesures exceptionnelles pour soutenir la filière porcine française. De telles mesures ont été prises pour d'autres secteurs de l'économie comme l'automobile, elles peuvent donc l'être aussi pour l'agriculture.

D'autre part, la crise de la contamination à la dioxine s'abat sur l'Allemagne. Les producteurs et les consommateurs sont très inquiets. En une semaine, le prix du porc a chuté d'un tiers outre-Rhin. Quelles répercussions cette crise aura-t-elle en France ? Des mesures vont-elles être prises au niveau européen ?
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Maxime Gremetz. Monsieur le ministre, comment va votre ami Ben Ali ?

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Madame Lamour, je partage entièrement votre préoccupation à propos de la filière porcine. Je le répète, en 2011 les priorités en agriculture seront les filières porcine et bovine, les plus touchées par la crise. Le Gouvernement a pris et continuera à prendre, avec le Président de la République des décisions concrètes et urgentes pour soutenir la filière.

En premier lieu, un accord a été conclu entre l'ensemble des professionnels sur le logo " viande de porc française ". Il en garantit la qualité, face aux risques alimentaires que l'on a connus dans un certain nombre de pays, notamment la crise de la dioxine en Allemagne.

Deuxièmement, le Président de la République a annoncé ce matin la publication, aujourd'hui même, du décret

sur les installations classées, qui permet aux exploitations porcines de se regrouper plus facilement, dans le respect de l'environnement, comme nous y avons tenu avec Nathalie Kosciusko-Morizet. Il va permettre aux producteurs de porcs français de gagner en compétitivité.

Le décret sur la circulation des camions de 44 tonnes, que les exploitations porcines attendaient aussi avec impatience, a également été publié ce matin au *Journal officiel*.

En troisième lieu, nous allons accorder une aide de 60 millions d'euros aux producteurs de porcs pour qu'ils puissent mettre leurs exploitations aux normes.

En quatrième lieu, toujours pour favoriser une agriculture respectant l'environnement, nous examinons un relèvement des tarifs de rachat de biogaz pour développer la méthanisation. Il y a plus de 4000 installations de méthanisation en Allemagne, et à peine une poignée en France. Il faut que nous rattrapions notre retard.

Enfin, j'ai demandé à la Commission européenne que la filière porcine bénéficie non seulement de la solidarité nationale, mais aussi de celle de l'Europe. Comme nous avons créé un groupe de haut niveau sur le lait, nous demandons la création d'urgence d'un groupe de haut niveau sur la production porcine, pour manifester cette solidarité envers tous les producteurs de porcs, en France et en Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marguerite Lamour](#)

Circonscription : Finistère (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2869

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 janvier 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 janvier 2011